Chocs d'intégrité : 1MDB et l'affaire de blanchiment de 2023

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une place financière vit de la confiance de personnes qui ne l'inspecteront jamais. Déposants, contreparties, banques correspondantes et autorités de surveillance étrangères partent du principe que l'argent qui transite par Singapour a été contrôlé par des établissements qui connaissent leurs clients et par une autorité de surveillance qui connaît ses établissements. Deux fois au cours de la dernière décennie, cette confiance a été mise à l'épreuve publiquement. Entre 2015 et 2017, le détournement de fonds de 1Malaysia Development Berhad, le fonds d'investissement public malaisien connu sous le nom de 1MDB, a révélé que des banquiers privés de Singapour avaient fait transiter des centaines de millions de dollars pour des proches du fonds. En août 2023, la police a arrêté dix ressortissants étrangers lors de perquisitions simultanées et saisi ou gelé des avoirs qui ont fini par dépasser trois milliards de dollars de Singapour, dans l'une des plus vastes opérations contre le blanchiment de capitaux jamais menées où que ce soit.

Ce chapitre examine les deux affaires et les réponses qu'elles ont suscitées. Il commence par les flux de fonds de 1MDB à travers les banques singapouriennes et par les procédures pénales engagées contre des banquiers. Il décrit ensuite l'action de surveillance de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

surveillance financière), qui a fermé deux banques et sanctionné six autres. La troisième section est consacrée à l'affaire de 2023, aux travaux de l'Inter-Ministerial Committee (comité interministériel) qui l'a suivie et aux sanctions infligées par la MAS à neuf établissements en juillet 2025. La quatrième section en tire les enseignements pour l'entrée en relation et la vérification de l'origine du patrimoine, tandis que la cinquième se demande pourquoi la réputation de la place est devenue un objet explicite de réglementation.

Le volume consacré à Genève raconte la même histoire de l'autre côté. Son chapitre sur la lutte contre le blanchiment rappelle que l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a agi contre BSI et Falcon, précisément les banques que la MAS a fermées à Singapour, et que la banque suisse BSI a de ce fait disparu au sein d'un concurrent.[1] Les deux places ont donc été exposées à un même stratagème par l'intermédiaire des mêmes établissements. Leurs réponses, présentées à la fin de ce chapitre, révèlent à la fois une norme commune et deux styles de répression très différents.

L'essentiel

Plus de 4,5 milliards de dollars US ont été détournés du fonds malaisien 1MDB après sa création en 2009, dont une partie a transité par des banques privées de Singapour. La MAS a fermé les activités singapouriennes de BSI Bank en mai 2016 et de Falcon Bank en octobre 2016, sanctionné huit banques pour un total de 29,1 millions de dollars de Singapour et interdit d'exercer à plusieurs banquiers pour des durées allant jusqu'à la perpétuité. Les tribunaux ont condamné des banquiers pour blanchiment de capitaux, faux, escroquerie (cheating) et défaut de déclaration de transactions suspectes. L'affaire d'août 2023 a donné lieu à dix condamnations, à des confiscations de plus de 940 millions de dollars de Singapour, à un rapport de l'Inter-Ministerial Committee en octobre 2024 et à une nouvelle législation contre le blanchiment de capitaux. En juillet 2025, la MAS a infligé des sanctions transactionnelles (composition penalties) de 27,45 millions de dollars de Singapour à neuf établissements, après avoir constaté que tous les neuf avaient omis de donner suite à des signaux d'alerte concernant l'origine du patrimoine de leurs clients.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, chapitre IV, section « Les affaires qui ont marqué la place », sur la décision de la FINMA du 24 mai 2016 contre BSI et le communiqué de la FINMA du 11 octobre 2016 contre Falcon en lien avec 1MDB. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.